



Rendez-vous à Evry Courcouronnes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lyon, le 2 février 2019

L'association des maires Ville & Banlieue de France relève que le Président de la République invite des maires de communes abritant des quartiers populaires urbains fragilisés à un échange s'inscrivant dans le cadre du « *Grand débat national* ».

Aucune bonne ou mauvaise raison ne justifierait de refuser d'échanger. Plusieurs membres du bureau de l'association qui porte la parole des territoires urbains en déshérence répondront à l'invitation, même s'il faut faire preuve de prudence dans un contexte de « *communautarisation* » du dialogue, risquant de fracturer la cohésion nationale en opposant les territoires ruraux en difficulté aux sites urbains vulnérables.

Il convient tout de même de se remémorer l'histoire récente. Des mois durant, après de funestes choix de l'État fragilisant gravement les efforts de cohésion urbaine et sociale menés depuis des décennies dans le cadre de la « *politique de la ville* », plus d'un millier d'élus, d'acteurs associatifs et économiques, et de résidents des banlieues et centre anciens dégradés, ayant lancé « *l'appel de Grigny* », ont parcouru le pays pour organiser des rencontres visant à exposer leurs initiatives et actions, les confronter, les analyser et formuler des propositions au Chef de l'État et au gouvernement. Pour les sites urbains précaires, le « *Grand débat* » a eu lieu.

Mais on sait hélas ce qu'il est advenu des « *Cahiers de la co-construction* » passés au pilon et du « *Rapport Borloo* » directement rangé aux oubliettes, sur fond de mépris affiché à l'endroit des maires, qualifiés de « *mâles blancs* » et exclus du *Conseil présidentiel des villes* par Emmanuel Macron lui-même.

Le mécontentement exprimé par les élus locaux a tout de même été en partie entendu. Des crédits annulés en 2017 ont été réalloués. Un ministre en charge de la Ville et du Logement a été installé. Quelques suggestions et propositions ont été prises en compte, telles les *cités éducatives*.

Mais on demeure très loin du compte. Nous continuons, parmi d'autres demandes urgentes, à porter l'exigence...

- d'un retour à un financement d'État conséquent pour les *emplois aidés* ou *d'utilité sociale*,
- de la compensation par l'État des surcoûts de fonctionnement communaux résultant de la *rénovation urbaine*, des *contrats de ville*, des actions des *zones de sécurité prioritaire* et des *réseaux d'éducation prioritaire* (y compris au titre de la dotation globale de fonctionnement devant intégrer la réalité démographique de l'importance démographique de l'enfance et la jeunesse),
- de l'exclusion de ces dépenses, pour le *pacte financier de Cahors*, du calcul de l'évolution annuelle des charges de fonctionnement,
- de la compensation intégrale de l'exonération d'impôts fonciers sur le logement social,
- de l'augmentation de la DSU en 2019 équivalente aux années précédentes,
- de l'inclusion de la DPV dans la DSU afin de supprimer son caractère aléatoire,
- de la prolongation de la rénovation urbaine et humaine de nos quartiers en rénovant durablement le regard porté sur ces derniers.
- de la mise en œuvre d'actions fortes permettant d'engager les médias, les acteurs audiovisuels et les GAFA autour de cet enjeu, afin que les investissements consentis dans les territoires urbains deviennent pérennes et permettent une image et une attractivité renforcée,
- ou encore de la création d'une indispensable *Cour d'équité territoriale*.

La rencontre de la ville nouvelle d'Evry-Courcouronnes pourra être une occasion de prolonger le « *Grand débat des quartiers urbains fragiles* » que nous avons engagé il y a plus d'un an. Les besoins doivent maintenant être entendus. Et les réponses être annoncées au plus tôt.

Contact Ville & Banlieue - Sylvie Thomas 06 77 89 78 82